

CAZON
ECO
-2001

GOVT

3 1761 11892382 0

A Guide To The Environmental Bill Of Rights:

How To Participate

Environmental
Commissioner
of Ontario

The Environmental Bill of Rights

How can I participate?

The *Environmental Bill of Rights* (*EBR*) gives everyone in Ontario the right to participate in environmental decision making.

You can participate by:

1. Commenting on environmentally significant ministry decisions.
2. Appealing a ministry decision.
3. Asking a ministry to review a law.
4. Asking a ministry to investigate alleged harm to the environment.
5. Taking court action.

What is the Environmental Registry?

The Environmental Registry is a computerized bulletin board. It gives you information about the *EBR*, each ministry's Statement of Environmental Values, and proposals for environmentally significant laws and programs.

How do I get on the Registry?

Simple search functions and user-friendly menus make the Environmental Registry easy to use.

You can access the Registry:

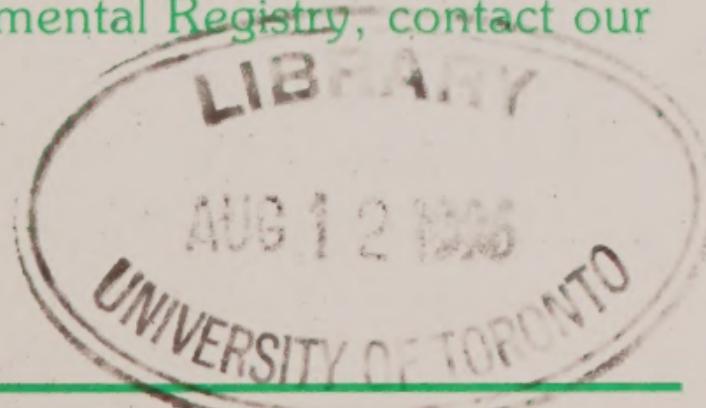
1. At your nearest participating public or First Nations library.
2. By modem from your home computer.
3. Through a computer network like WEB, Free-Net, InterNet or the Ontario government's network — GONet.

If you're a (416) area code user (tone dial) ATDT 3273000 or EBR3000; (pulse dial) ATDP 3273000 or EBR3000. Other area code users (tone dial) ATDT 1, 800, 6679979 or (pulse dial) ATDP 1, 800, 6679979.

If you're on InterNet and you want to access the Registry through telnet, enter telnet 192.75.156.92. You don't need a user name.

Dial 9 first if you're calling from a business or government office building.

(For more technical details on the Environmental Registry, contact our office.)



Your Right To Comment

Can I comment on proposals for new laws and programs?

When a ministry puts a proposal on the Registry, you have 30 days to send your written comments to that ministry. Ministries report on the Registry how public comment influenced the final decision.

Your Right To Review

Can I change old decisions or ask for new ones?

Any two Ontario residents can ask a Minister to review a current law or consider establishing a new one.

To apply for a review:

1. Complete an application available from the Environmental Commissioner or a participating public or First Nations library.
2. Within 10 days, the Environmental Commissioner will send your request to the Minister.

3. Within 20 days the Minister will respond to your request.
4. Within 60 days the Minister will tell you if there will be a review or not.
5. The Minister will tell you the outcome of a review within 30 days of its completion.

This information is put on the Registry so the public can participate. Personal information is confidential.

Your Right To Investigation

What if somebody's breaking the law?

If someone is breaking an environmentally significant law, any two Ontario residents can ask a Minister to investigate.

To apply for an investigation:

1. Complete an application available from the Environmental Commissioner or a participating public or First Nations library.
2. Within 10 days, the Environmental Commissioner will send your request to the Minister.

3. Within 20 days the Minister will respond to your request.
4. Within 60 days the Minister will tell you if there will be an investigation or not.
5. If there is an investigation, the Minister will tell you the results within 120 days of its completion. Within 30 days of that, the Minister will tell you the outcome.

This information is put on the Registry so the public can participate. Personal information is confidential.

Your Right To Sue

Can I sue?

You can sue if you think someone is breaking — or is about to break — an environmentally significant law and is harming a public resource. You can only sue if you received an unreasonable response to your request for an investigation.

If you want to sue, you must notify the Environmental Commissioner and the Attorney General.

A notice of your lawsuit will be put on the Registry so the public can participate. The result of your court action will also be put on the Registry.

Your Right To Protection

What if my employer harms the environment?

The *Environmental Bill of Rights* protects you from retaliation if you blow the whistle on your employer for harming the environment.

If your Employer unfairly dismisses, penalizes, or otherwise harasses you because you've participated in the EBR, you can complain to the Ontario Labor Relations Board. Your employer could be ordered to reinstate or compensate you.

Where can I get more information ?

The best way to protect the environment is to know and respect the *Environmental Bill of Rights*.

Contact the Office of the Environmental Commissioner — we'll be happy to answer your questions.

Address:

Office of the Environmental
Commissioner
Suite 605, 1075 Bay St.
Toronto, ON
M5S 2B1

Phone:

(416) 325-3377
1-800-701-6454

Fax:

(416) 325-3370

Où puis-je obtenir
des renseignements
supplémentaires ?

La meilleure façon de protéger
l'environnement est de connaître la Charte
des droits environnementaux et de la
commissaire à l'environnement — ou l'on
adressez-vous au Bureau du
Bureau du commissaire à l'environnement.
1075, rue Bay, bureau 605
Toronto, ON
M5S 2B1
Téléphone
(416) 325-3377
1-800-701-6454

Adresse
Bureau du commissaire à l'environnement
1075, rue Bay, bureau 605
Toronto, ON
M5S 2B1
Télécopieur
(416) 325-3370
(416) 325-3370

Votre droit à la protection

Que puis-je faire si mon employeur porte atteinte à l'environnement ?

La Charte des droits environnementaux (CDE) vous protège contre d'éventuelles répressions de votre employeur si vous faites savoir qu'il dégrade l'environnement. Si celui-ci, injustement, vous licencie, vous pénalise ou vous harcèle de toute autre façon parce que vous avez agi conformément à la CDE, vous pouvez déposer une plainte auprès de la Commission des relations du travail de l'Ontario. Votre employeur pourra être tenu de vous rétablir dans votre fonction ou de vous dédommager.

Un avis de poursuite paraîtra au
panneau d'affichage électronique, pour
que le public puisse en prendre
connaissance. Le résultat de votre action

vous devrez en aviser le commissaire à
l'environnement et le procureur général.
Si vous désirez interner une poursuite,

il est pas satisfaisante.

Vous ne pouvez interner de poursuites que
si la réponse à votre demande d'enquête
atteint à une richesse naturelle publique.
Importante pour l'environnement, et porte
— ou est sur le point de violer — une loi
judiciaire si vous jugez que quelqu'un viole

Vous pouvez interner une poursuite
puis-je interner une poursuite ?

Votre droit à poursuite

Ces renseignements seront portés au
panneau d'affichage électronique pour que
le public puisse en prendre connaissance.
Les renseignements personnels sont
confidentiels.

Le ministre vous fera part des
résultats.
Au cas où il y aurait enquête, le
ministre vous en communiquera les
conclusions dans les 120 jours suivant
l'enquête. Dans les trente jours qui
suivent, le ministre vous fera part des
renseignements dans les 120 jours suivant
l'enquête.

4. Dans les soixante jours, le ministre
vous fera savoir s'il y aura ou non
enquête.
3. Dans les vingt jours, le ministre
répondra à votre demande.

1. Remplissez un formulaire que vous vous procurerez auprès du commissaire à l'environnement, dans une bibliothèque publique ou une bibliothèque des Premières nations.

2. Dans les dix jours, le commissaire à l'environnement fera parvenir votre demande au ministre.

Pour faire une telle demande :

Si quelqu'un viole une loi importante pour l'environnement, deux citoyens de l'Ontario peuvent demander au ministre de faire une enquête.

Que faire si quelqu'un viole la loi ?

Votre droit à demander une enquête

5. Le ministre vous communiquera, dans les trente jours suivant le terme de la révision, les conclusions de celle-ci.

Ces renseignements sont portés au registre pour que le public puisse en prendre connaissance. Les renseignements personnels sont confidentiels.

4. Le ministre vous dira, dans les soixante jours, si il y aura ou non une révision.

3. Le ministre répondra à votre demande à l'environnement fera parvenir votre demande au ministre.

2. Dans les dix jours, le commissaire à l'environnement fera parvenir votre demande au ministre.

**Votre droit à faire
Comment puis-je faire des
observations sur des propositions
de nouvelles lois ou de nouveaux
projets ?**

Lorsqu'un ministère porte une proposition au registre, vous disposez de trente jours pour envoyer vos observations écrites à ce ministère. Les ministères indiquent dans leur registre comment les observations du public ont influencé la décision finale.

**Votre droit à faire
Comment puis-je faire des
observations sur des propositions
de nouvelles lois ou de nouveaux
projets ?**

**Votre droit à faire
Comment puis-je faire des
observations sur des propositions
de nouvelles lois ou de nouveaux
projets ?**

Deux résidents de l'Ontario peuvent demander qu'en soient prises des nouvelles décisions ou demander à un ministre de réviser une loi en vigueur ou d'envisager d'en adopter une nouvelle.

Pour faire valoir votre droit :

1. remplissez une demande que vous trouvezz auprès du commissaire à l'environnement, à une bibliothèque publique ou une bibliothèque au projet.

Comment puis-je consulter le registre ?

Des fonctions simples de recherche et des programmes conviviaux facilitent la consultation du registre.

Vous pouvez y accéder :

1. à une bibliothèque publique ou une bibliothèque des Premières nations proche de chez vous, qui participe au projet;
2. par modem à partir de votre ordinateur personnel;
3. par l'intermédiaire d'un réseau informatique, tel que WEB, Free-Net, Internet ou GONet (réseau du gouvernement de l'Ontario).

Si votre indicatif régional est le 416, composez le ATDT 3273000 ou EBR3000 (multifréquence), ATDP 3273000 ou EBR3000 (impulsions). Les abonnés ayant un autre indicatif régional composeront le ATDT 1-800-6679979 (multifréquence) ou le ATDP 1-800-6679979 (impulsions) ou nécessaire d'avoir un nom d'utilisateur.

Composez d'abord le 9 si vousappelez du bureau d'une société ou d'un édifice du gouvernement.

(Pour des précisions techniques sur le registre environnemental, adressez-vous à notre Bureau.)

La Charte des droits environnementaux

Comment puis-je faire ma part ?

La Charte des droits environnementaux (CDE) donne à tout Ontarien le droit de participer à la prise de décisions en matière d'environnement.

Vous pouvez participer :

1. en faisant des observations sur des décisions ministérielles importantes pour l'environnement;

2. en interjetant appel d'une décision ministérielle;

3. en demandant à un ministre de faire réviser une loi;

4. en demandant à un ministre de faire

une enquête sur une atteinte présumée à l'environnement;

5. en intentant une poursuite judiciaire.

Qu'est-ce que le registre environnemental ?

Le registre environnemental est un panneau d'affichage électronique qui diffuse des informations sur la CDE, la déclaration sur les valeurs environnementales faite par chaque ministère, ainsi que les propositions de lois et de projets importants pour l'environnement.

Le Commissaire à
l'Environnement
de l'Ontario

Participer
au Comité
environnementaux
Charte des droits
comprendre la
Pour mieux

